

## Interview de José da Silva Lopes: l'économie et les finances portugaises depuis Maastricht (Lisbonne, 23 octobre 2007)

**Source:** Interview de José da Silva Lopes / JOSÉ DA SILVA LOPES, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 23.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:58, Couleur, Son original).

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_jose\\_da\\_silva\\_lopes\\_l\\_economie\\_et\\_les\\_finances\\_portugaises\\_depuis\\_maastricht\\_lisbonne\\_23\\_octobre\\_2007-fr-af9c5ad6-d321-44be-b3f5-fe968c19b93c.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_da_silva_lopes_l_economie_et_les_finances_portugaises_depuis_maastricht_lisbonne_23_octobre_2007-fr-af9c5ad6-d321-44be-b3f5-fe968c19b93c.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Interview de José da Silva Lopes: l'économie et les finances portugaises depuis Maastricht (Lisbonne, 23 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht sont-ils vécus comme une contrainte, une obligation, ou au contraire comme une opportunité pour redresser l'économie portugaise?

[José da Silva Lopes] Bon, chacun a son avis sur la question. Je pense personnellement que ces critères, et plus particulièrement ledit «critère de Maastricht» sur le déficit budgétaire, sont les bienvenus. Il me semble qu'il est dans notre intérêt, dans l'intérêt de l'économie portugaise d'avoir une discipline budgétaire. Par ailleurs, je crains que nous n'ayons pas la capacité politique de respecter cette discipline budgétaire sans contrainte extérieure, donc il est bon qu'on nous y oblige, puisqu'il n'y a pas d'autre solution. Je suis d'accord avec les «critères de Maastricht» et je le répète, je voudrais qu'ils soient respectés, pas seulement par principe, mais parce c'est dans l'intérêt de l'économie portugaise.

[Miriam Mateus] Par rapport à la situation du déficit excessif que connaissent différents États membres, pensez-vous que tous les pays sont traités de la même façon ou certains bénéficient-ils parfois de faveurs?

[José da Silva Lopes] Je ne connais pas suffisamment bien la question, je ne l'ai pas suivie de très près... Je pense cependant qu'il n'y a pas de raison de se plaindre. Entre 2002 et 2005, il y a effectivement eu beaucoup de mesures cosmétiques – à mon avis, trop – relatives au respect des objectifs de Maastricht, mesures que le Portugal a approuvées, d'ailleurs pas uniquement le Portugal, mais dans de nombreux autres pays, y compris des pays où ce n'était pas une pratique commune. Je veux dire par là que cela a eu lieu dans les pays du sud, mais aussi dans les pays du centre, dans des pays très respectables, d'après ce que j'ai entendu.

Il me coûte d'approuver de telles pratiques au Portugal et la seule excuse que je trouve est qu'on y a eu recours chez nous parce que les autres y ont eu recours. Apparemment, d'après ce que l'on m'a dit, ce n'est plus possible aujourd'hui et heureusement. Il y a eu effectivement beaucoup d'abus, c'est vrai, mais ce n'est pas le Portugal qui a commencé ce petit jeu. D'après mes informations, ce n'est pas le Portugal qui a commencé à prendre des mesures cosmétiques autour des critères de Maastricht, ce sont d'autres pays dont certains très respectables.

[Miriam Mateus] En tant qu'économiste et président d'une grande banque portugaise, quelle est votre position concernant les dernières augmentations du taux directeur imposé par la Banque centrale européenne? Quelles répercussions auront-elles sur l'économie portugaise?

[José da Silva Lopes] Probablement, parce que je suis un économiste à l'ancienne, je ne suis pas très enthousiaste à l'idée que la Banque centrale européenne ne s'occupe que de l'inflation. Je pense que la Banque centrale européenne doit avoir un objectif plus large, qu'elle ne doit pas seulement se focaliser sur l'inflation. J'ai toutefois constaté que bien qu'elle ait des tâches bien précises, la Banque centrale européenne a des vues plus larges lorsque l'heure est grave.

Ainsi, d'une façon générale, je ne critique pas la Banque européenne pour ses actions. Je pense que les taux d'intérêt que la Banque centrale européenne a maintenus sont raisonnables et je dirais même, bien que cela ne soit pas en faveur de ma banque ni surtout de mes clients, que les taux de la Banque centrale européenne sont relativement faibles, et considérés dans un contexte mondial, ils ont été plutôt bons.

D'une manière générale, j'approuve la politique de la Banque centrale européenne, je n'approuve pas ses principes mais j'approuve sa politique. Je suis favorable à la politique qu'elle a suivie. Maintenant, je le répète, si demain il y avait un grand problème de chômage en Europe, ou quelque chose de semblable, je pense qu'elle... je pense que malgré tout elle va de l'avant mais elle ne doit pas seulement se concentrer sur l'inflation.

[Miriam Mateus] Et par rapport à l'économie portugaise?

[José da Silva Lopes] La Banque centrale européenne ne peut pas s'occuper uniquement de l'économie portugaise, c'est une évidence. Je veux dire par là que la Banque centrale européenne ne peut pas avoir des taux différents pour l'économie portugaise et pour l'économie allemande. Il est normal que lorsque la Banque centrale européenne pondère ses taux d'intérêt, ses bailleurs de fonds ont plus de poids, je ne veux pas dire que la Banque centrale européenne suit uniquement le taux d'intérêt allemand, elle doit également prendre en compte le taux d'intérêt portugais mais si elle accorde un poids de 20 % à l'économie allemande, elle accordera 2 % à l'économie portugaise, et c'est ce qu'il convient de faire.

C'est la vie ou plutôt c'est l'économie qui veut ça. La Banque centrale européenne n'est au service d'aucune économie en particulier, elle est au service de l'Europe tout entière. Est-ce que les petits pays ont le poids qui leur revient? Parfois, je pense qu'ils devraient avoir plus de poids. Par exemple, la Banque centrale est composée de membres permanents et de membres tournants. Je pense que la tournante devrait valoir pour tous, avec peut-être une rotation plus lente pour les grands pays et plus rapide pour les petits, sans aucun doute, une rotation très lente pour les grands pays et très rapide pour les petits. Actuellement, certains ne tournent jamais et je dois dire que j'ai du mal à accepter cette idée.

On a vu lors des dernières négociations que la Pologne était parvenue à obtenir, à la Cour de justice me semble-t-il, un siège permanent et je ne peux pas leur en vouloir pour ça car si l'Espagne en a un, pourquoi la Pologne n'y aurait-elle pas droit également? Le mal réside dans les sièges permanents, je pense qu'il devrait y avoir une rotation pour l'Allemagne, par exemple, tous les 20 ans, alors que la rotation du Portugal devrait se faire tous les ans ou quelque chose comme ça, mais l'Allemagne devrait tourner également. Je dois dire que je ne trouve pas du tout démocratiques les sièges permanents.